

Sleurs en désaccord avec Reynders

Politique La responsable N-VA de la politique scientifique s'étonne des propos de Reynders.

Entretien **Guy Duplat**

Mercredi matin, le ministre Reynders (MR) faisait sensation en annonçant dans "La Libre" son intention de réclamer une "exception culturelle" et de diminuer par deux les économies réclamées à "ses" institutions dont il a la tutelle (Monnaie, Bozar, ONB). Mais la question se posait: comment allaient réagir les autres partis de la coalition et en particulier la N-VA qui, via Elke Sleurs (N-VA), secrétaire d'Etat à la Politique scientifique, a le reste de la Culture et de la science fédérale dans ses attributions? Allait-elle suivre Reynders? S'y opposer et faire alors une "exception à l'exception culturelle" en maintenant les économies aux musées? Nous l'avons interrogée.

Comment réagissez-vous à la sortie de Didier Reynders?

Didier Reynders ne parle que pour lui-même sans

avoir eu l'aval du conseil des ministres. J'aurais aussi pu dire des choses mais moi je m'en tiens aux règles du gouvernement. Je me tiens à ce qu'on a décidé ensemble et je ne fais pas de promesses si je n'ai pas la certitude de pouvoir les tenir. Nous avons négocié un accord difficile, justifié par l'équilibre budgétaire à atteindre. Si on revoit un point de l'accord, tout alors peut être revu.

Mais si Reynders obtient satisfaction ce vendredi en conseil des ministres, arguant comme il l'a fait dans son interview des points de l'accord disant qu'il faut investir dans ces institutions et que les petites institutions sont exemptées d'efforts sur le personnel, allez-vous demander la même chose pour les musées, la Bibliothèque royale, etc.? Sinon, il y aurait un "exception culturelle à l'exception culturelle" réclamée par Didier Reynders...

Je connais la situation des institutions fédérales, elle est effectivement très difficile. Je rencontre leurs directeurs. Mais on a un accord entre nous, on forme une équipe. Nous avons tous fait des compromis pour arriver à un accord. On ne le changera qu'avec l'accord de tous. Pour ce qui me concerne, j'attendrai ce que le gouvernement décidera vendredi et s'il accepte ce que veut Reynders, je viendrai avec d'autres choses.

"La Monnaie ne fera qu'1,4 million d'économies, l'ONB 300 000 € et Bozar seulement un million."

DIDIER REYNDERS (MR)

"Didier Reynders ne parle que pour lui-même sans avoir eu l'aval du conseil des ministres."

ELKE SLEURS (N-VA)

Épingle

Le silence des institutions. Contacté par nous, le porte-parole du Premier ministre Charles Michel (MR) s'est borné à déclarer :

"Chaque ministre fait des propositions dans le cadre de ses compétences. Elles sont soumises au kern ou au conseil des ministres." Les trois institutions dépendant de Didier Reynders se refusent, elles, à commenter l'annonce de leur ministre de tutelle, ayant eu encore ce mercredi des réunions "explicatives" avec les techniciens du cabinet.

Le "Niet" de Demotte. D'autre part, Didier Reynders avait signalé que le ministre flamand de la Culture, Sven Gatz (Open VLD), était prêt à venir aussi en aide à ces institutions fédérales. Tout autre son de cloche par contre à la Communauté française. Interrogé mercredi en plénière du Parlement de la Communauté, le ministre-Président Rudy Demotte (PS) a assuré que son institution n'avait pas été contactée par le ministre fédéral, et qu'elle ne le souhaitait d'ailleurs aucunement. *"Nous ne voulons pas jouer les pompiers des économies que la droite flamande veut réaliser!"* s'est-il exclamé.

Double discours. Pour Joëlle Milquet (CDH), ministre de la Culture et Catherine Fonck, chef de groupe à la Chambre, il s'agit d'un double discours de Reynders et Sleurs ou d'un effet d'annonce pour essayer de cacher des mesures qui touchent à la survie et à la pérennité de nombreuses institutions culturelles situées à Bruxelles.